



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article209>

Interviews

Mohamed O. Maouloud à L'Eveil Hebdo

- Le parti - Interviews -



Date de mise en ligne : mardi 22 mai 2007

Union des Forces de Progrès

Mohamed Ould Maouloud :

« Il y a un problème au niveau de services de sécurité à pouvoir faire correctement la lumière sur le problème de la drogue »

Mohamed Ould Maouloud, Président de l'UFP est un homme que l'on ne présente plus. Militant de la première heure dans les rangs de l'opposition au régime de Ould Taya, Ould Maouloud est l'un des rares politiques mauritaniens à être resté constant dans ses principes et engagements. Discret et courtois, l'homme est réputé pour son intégrité et sa probité morale. Candidat malheureux à l'élection présidentielle du 11 mars dernier, Mohamed Ould Maouloud avait jeté son dévolu sur Ahmed Ould Daddah lors du deuxième tour. Dans l'interview qu'il nous a accordée, il aborde sans ambages le problème de la drogue et ses connexions, le procès des présumés salafistes, le refus du Président de former un gouvernement de d'union nationale, les problèmes de l'eau et de l'électricité...

E-H : Votre point de vue sur le procès des présumés salafistes qui s'ouvre aujourd'hui dans notre capitale ?

MOM : Evidemment il y a eu beaucoup de manipulation dans le passé, des procès, des enquêtes sur lesquelles, en générale l'opinion publique a beaucoup de réserve, et dont la crédibilité n'est jamais certaine. Dans ce cas encore on a eu des doutes sur les raisons des arrestations, parce que la méthode et la démarche ressemblaient beaucoup à ce qu'on a connu dans le passé. Effectivement la préoccupation du pouvoir avant et pendant la transition est demeurée la participation, à la mise en scène de complots, de fausses enquêtes sur une prétendue menace terroriste. On est en droit de se poser des questions sur le bien fondé de tout cela, dans le contexte international où on cherche à être dans le bon camp, le camp de la lutte contre le terrorisme. Même quand il n'y a pas de preuves tangibles et papables. La position normale de quiconque est préoccupée des droits de l'homme ou du respect du droit des citoyens est d'exiger un procès équitable. On doit regretter que ces mauritaniens soient arrêtés dans des conditions obscures, qu'ils n'ont pas pu bénéficier des protections garanties par la loi : le droit de la défense, le droit de bénéficier de la liberté provisoire, le droit d'avoir un procès dans la diligence requise. On a fait traîner leur affaire trop longtemps, on a même pensé que la prison civile de Nouakchott était devenue une sorte de Guantanamo, c'est-à-dire un petit espace totalement à la marge du droit. C'est une bonne chose que finalement on ait accédé à la revendication de tout le monde de voir s'organiser un procès pour ces mauritaniens là, afin de faire toute la lumière sur cette affaire et j'espère que le procès sera équitable et qu'il respectera le droit de la défense.

E-H : Vous et d'autres partis demandez l'instauration d'une commission d'enquête parlementaire concernant le scandale de la drogue de Nouadhibou, est-ce à dire que vous ne faites pas confiance à l'enquête menée actuellement ?

M.O.M : Vous savez ce qui est arrivé à Nouadhibou est très grave. L'état mauritanien a été défié par des réseaux de grandes criminalités internationales, cela s'est fait sur la piste du deuxième aéroport national ouvertement. Cela veut dire que la présence des réseaux internationaux de trafic de drogue a atteint un haut degré dans notre pays et qu'ils bénéficient certainement pour pouvoir faire des choses de ce genre d'une complicité sérieuse et de protection. Parce qu'en générale des gens comme ça ne vont se promener n'importe où avec leur avion et leur cargaison de drogue. De surcroît ces dernières années et surtout depuis l'affaire de 1996 il a été question de connexion entre des éléments de sécurité avec des réseaux de trafic de drogue et jamais la lumière n'a été faite sur cette affaire. Même pendant la période de transition il y a eu au moins deux cas d'enquête terminés en queue de poisson. Le doute est

permis et il y a un problème au niveau de nos services sécurités à pouvoir faire la lumière correctement sur ce genre de trafic. Si en plus de cela il y a un problème de moyens et de formations et de compétence tout cela justifie au moment où nous sommes confrontés aux problèmes de la grande criminalité que le parlement se penche sur la situation, se penche sur l'état des lieux de notre dispositif de sécurité nationale, sur nos hommes, sur nos méthodes sur la base des faits actuels afin que nous sachions qu'est ce qui ne va pas dans notre système sécurité, dans notre système de lutte antidrogue, qu'est ce qu'il y a lieu de faire en toute urgence et qu'est ce qu'il y a lieu de faire à long terme pour que notre pays soit protégé. Dans tous les cas sachez que ce problème doit être vécu comme une question de sécurité nationale et non pas une banale affaire de trafic de drogue. Il est bien clair que les Etats petits comme le nôtre, pauvre comme le nôtre sont toujours la cible de la grande criminalité internationale qui cherche à s'y installer et à les transformer en narco-état. Le danger le plus grave réside dans l'infiltration au niveau des services de sécurité. Cela leur permet dès lors de disposer d'une plate-forme pour pouvoir distribuer leur marchandise partout dans le monde. Cela veut dire que partout où les réseaux de cette grande criminalité installent leur emprise il y a deux choses qui vont les accompagner : le crime qui se généralise et comme corollaire l'état qui se dissout, la démocratie qui disparaît. Donc c'est une vraie menace qu'il faut prendre très au sérieux. Les quatre partis que nous sommes nous avons déjà demandé au chef de l'état que par précaution il y a lieu dans cette affaire de Nouadhibou de désigner des enquêteurs différents de ceux qui ont toujours enquêté sur ces questions dans le passé. Nous avons même dit que le secteur de sécurité à Nouadhibou, soit par manque de moyens ou manque d'expérience ou pour toute autre raison a montré par le passé certaines difficultés à faire aboutir des enquêtes sur les dossiers de drogue et qu'il faut donc désigner des enquêteurs capables de faire la lumière sur cette affaire. Nous avons donc demandé cette commission parlementaire pour jeter une vue d'ensemble sur ce problème sur la base des résultats de l'expérience de toutes ces dernières années.

E-H : Comment vous a paru le Président quand vous lui avez suggéré de créer une commission parlementaire, est-ce qu'il vous a paru soucieux de vous accompagner ?

M.O.M : Le président semble très préoccupé par le dossier, il nous a dit qu'il a donné des instructions très claires et très fermes pour que personnes ne soient au-dessus de la loi et que l'enquête suive son cours jusqu'au bout, donc à ce niveau les choses sont claires sur le plan de la volonté politique. Maintenant les moyens mis en oeuvre c'est autre chose. Nous avons pensé qu'il faut des moyens exceptionnels pour faire face à cette situation, nous avons donc demandé à la fois que des enquêteurs compétents en dehors de la routine habituelle de Nouadhibou soient en charge du dossier. Des enquêteurs mauritaniens, mais aussi l'aide de la police internationale qui a une meilleure expérience face au trafic de drogue international. Deuxièmement nous avons souhaité la mise en place d'une commission parlementaire parce qu'elle a plus d'autorité pour interroger tout le monde et faire la lumière sur les insuffisances et les manquements qui peuvent exister au niveau même des services de l'état ou de nos services de sécurité.

E-H : Etes-vous satisfait des premières nominations du nouveau pouvoir ?

M.O.M : Votre question est déroutante. Nous ne sommes pas dans ce pouvoir donc ces nominations ne sont pas faites pour nous satisfaire. Peut être la question qui nous préoccupe c'est de savoir est-ce que les personnes désignées sont compétentes, répondent aux postes concernés. Mais il n'est pas de notre ressort de juger les personnes nommées. Pour nous la seule question importante c'est la constitution du nouveau gouvernement lui-même. Nous avons suggéré une formule qui considère que notre pays est en ce début de premier mandat de la période démocratique dans un moment exceptionnel. C'est un moment exceptionnel parce qu'il y a lieu de régler des problèmes très particuliers qui ne relèvent pas de l'ordinaire dans une démocratie, qui sont un héritage, des legs d'une période d'exception : le passif humanitaire, un état en déliquescence avec la corruption très répandue, une mauvaise répartition des richesses du pays, le problème de l'esclavage. Des questions comme ça ce sont des dossiers qu'il faut régler pour avoir une situation normalisée. Tant qu'ils ne sont pas réglés nous n'aurons pas une situation normalisée et dans une situation qui n'est pas normalisée, on a besoin de solutions politiques exceptionnelles. Une entente politique nationale est aujourd'hui requise pour faire face avec le maximum de chance

de succès à ces problèmes. C'est ce que nous avons souhaité et suggéré sous la forme d'un gouvernement d'union nationale mais elle pourrait revêtir d'autres formes. Pour le moment cela n'est pas encore accepté nous observons que les doléances de Mithaq ont aussi été rejetées.

E-H : Quelles sont les arguments avancés par le Président de la République pour le refus de la formation d'un gouvernement d'union nationale ?

M.O.M : Je pense qu'il a fait une option, c'est un candidat indépendant il a décidé de placer des hommes compétents et qui répondent aux critères d'honnêteté, sans considération pour leur opinion politique. C'est un choix, mais pour nous cela comporte des risques importants dans la phase actuelle. Nous sommes prêts à aider ce gouvernement à régler les problèmes qui sont sur la table. Parce que sans consensus national on ne peut pas beaucoup avancer dans leur règlement. Ce consensus peut être obtenu par un système de concertation et si le gouvernement l'adopte, je pense que cela peut nous permettre de l'aider. D'ailleurs, nous avons déjà l'expérience de l'ancien gouvernement de transition qui était aussi un gouvernement de technocrates et s'il a pu réaliser la transition avec succès c'est parce qu'il s'est appuyé sur un consensus national.

E-H : Ces derniers jours, les nouakchottois sont confrontés à de graves problèmes d'eau, d'électricité et de chertés des prix des denrées de premières nécessités, selon vous qu'est-ce qui devrait être fait pour les soulager ?

M.O.M : Je pense que c'est le résultat de l'absence de politique, une absence totale de stratégie dans des domaines pourtant vitaux. Il n'y a pas eu de prévision et on se retrouve aujourd'hui devant une situation de déficit structurel en énergie, en potentiel sur tous les plans parce qu'on a pas prévu cela, on a pas mis les moyens pour se préparer à de telles situations et c'est cela la mauvaise gouvernance. Je pense que les gouvernements précédents ont une lourde responsabilité. Les projets n'ont pas été bien conçus et dans des calendriers convenables. Devant cette situation, il y a lieu effectivement de parer au plus pressé. Mais malheureusement, c'est cela la façon dont est gouverner notre pays depuis longtemps. C'est sous l'urgence et dans la précipitation que les solutions sont données. Ainsi on passe de crises en crises, il faut rompre avec ce processus. D'une part il y a les mesure d'urgences qu'il faut prendre et d'un autre coté il y a lieu d'entreprendre une véritable étude pour faire le diagnostic de ces problèmes : d'électricité, de ravitaillement en eau et élaborer une vraie stratégie pour faire face à ces problèmes et au développement de Nouakchott qui ne cesse de s'étendre et pratiquement d'attirer toute la population de la Mauritanie. Il y a un exode rural massif et rien n'est fait pour le ralentir, à certains moment même on l'a encouragé dans le passé. Mais on doit avoir une stratégie claire en matière de maîtrise de ce mouvement. Faire des politiques pour aider les populations à rester sur place, faire des politiques pour encourager également l'installation d'industrie et de projets de développement dans l'intérieur du pays. Sinon la pression démographique sur Nouakchott va être continue et nous aurons toujours des difficultés à régler le problème de ravitaillement en eau, en électricité, en logement etc. Il y a aussi des difficultés qui ressortent à la mauvaise gestion des ressources disponibles, à la mauvaise organisation de l'espace urbain, beaucoup de problèmes se posent à ce niveau là. Sur le plan pratique, je pense que l'Etat doit donner la priorité aux quartiers populaires, à résoudre le problème de l'eau, il doit donner la priorité à trouver des formules où le minimum soit garanti pour tout le monde à des prix raisonnables et mettre fin à cette situation où les plus pauvres payent beaucoup plus cher l'eau dont ils ont besoin par rapport aux populations plus aisées. Je pense aussi que l'on doit revoir le problème de ravitaillement en eau. Selon les informations que j'ai la conception du projet Aftout es Sahéli n'a pas été bien inspirée et a pris beaucoup de retard. Ce qui explique en partie le fait qu'au moment où on a besoin de ce projet il commence à peine à être en chantier. Selon les prévisions ce projet devait être achevé à la fin des années 90 et au début des années 2000.

E.H : Devait-on alors se tourner vers l'eau de la mer comme solution ?

MOM : Vous me posez là un problème technique sur lequel je n'ai aucune compétence, mais je pense que cette

solution existe aussi et qu'elle a été utilisée ici à Nouakchott. Vous vous souvenez bien de l'usine de descellement de l'eau de mer qui a fonctionné pendant quelques temps et qui ravitailler Nouakchott et qui a ensuite été abandonné. Ce qui manque en réalité c'est la prévision et la bonne gestion des moyens. Les politiques entières qui ont été entrepris jusqu'ici manque de sens de prévision à long terme à voire même à moyen terme et entraîne une très mauvaise gestion des ressources disponibles. Donc c'est un peu le gâchis qui produit une situation aussi inquiétante et aussi pénible que celles que vivent nos populations aujourd'hui.

Propos recueillis par Birome Guèye et Maciré Diop